

fournir aux créateurs de programmes originaux, la capacité de s'exprimer.

Je me félicite que le dernier sommet des pays francophones à l'île Maurice, ait permis de progresser dans cette direction.

Messieurs les Présidents,

Dévaluation du franc CFA - coopération franco-africaine

Je n'ignore pas les difficultés auxquelles sont confrontées les activités culturelles en Afrique, du fait de la faiblesse des ressources et l'importance des besoins dans les autres secteurs. La France s'emploie, vous le savez, à atténuer ces difficultés.

Mais, le rétablissement des économies africaines et le retour à la croissance sont indispensables pour que la culture en Afrique puisse s'épanouir pleinement ; les pays de la zone franc ont pris des décisions courageuses en ce sens, avec l'appui de la France. J'ai la conviction que ces mesures créeront les conditions pour un renouveau économique, et permettront à l'Afrique francophone de retrouver le chemin du développement tant économique que social et culturel.

La France a témoigné de sa confiance en l'Afrique en apportant tout son concours aux efforts que vous avez entrepris pour atteindre cet objectif. Elle sera à vos côtés pour que la culture africaine, si riche et si diverse, continue de rayonner en Afrique et dans le reste du monde.

PARIS, 29 JUILLET 1994

Bosnie - Rwanda - Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à France 2 - (extraits) -

Ex-Yougoslavie - Bosnie - plan de paix de Genève - attitude des Serbes - dégradation de la situation

Q - A propos de la réunion à Genève des cinq grandes puissances sur les sanctions à prendre contre les Serbes, Alain Juppé, on pensait tous il y a quelques mois, quelques semaines, grâce à la fermeté de la communauté internationale que ces images-là, c'est-à-dire ces événements, ces fusillades, c'était fini. On a le sentiment que cela recommence malgré votre fermeté.

R - La situation se dégrade de nouveau, et il est vrai que la réunion de demain à Genève sera une fois encore, un moment crucial. Je voudrais quand même rappeler les acquis des six derniers mois. Depuis six mois, depuis l'ultimatum de Sarajevo on était passé de l'état de guerre à l'état de paix armée très fragile, mais enfin qui avait permis à la ville de Sarajevo de commencer à revivre. Nous avons également commencé la reconstruction, reconstruction de Sarajevo, reconstruction de la ville de Mostar, où nous avons mis en place il y a quelques jours une administration européenne, et puis, c'était un acquis également très important, nous étions arrivés sur la base d'une idée française de groupe de

contact à mettre d'accord les Américains, les Russes et les Européens, ce qui n'était pas le cas hélas, dans le passé. Et c'est tout cela qui est aujourd'hui menacé par l'attitude inacceptable des Serbes.

Q - Qu'est-ce qu'ils veulent, la guerre totale ?

R - Nous avons fait tous les efforts pour leur expliquer que leur intérêt était d'accepter le plan du 5 juillet. Les Croato-musulmans l'ont accepté, ils l'ont accepté sans condition. Je suis allé, il y a quelques jours avec mon collègue britannique, M. Hurd, à Pale puis ensuite à Belgrade expliquer aux Serbes qu'il fallait qu'ils acceptent. Ce plan ne règle pas tout. Il y aura encore des discussions à l'avenir mais il faut dire "oui" pour que la carte puisse être appliquée et je me suis heurté, en tout cas à Pale, à une espèce d'entêtement dont on voit aujourd'hui hélas les résultats...

Sanctions contre les Serbes - zones d'exclusion - frappes aériennes - embargo sur les armes

Q - Et qui a un sens ? Parce que vous allez vous réunir, demain à Genève et juste avant cette réunion on voit, on vient de voir... donc si cette provocation continue qu'est-ce que vous décidez ? Vous avez parlé de sanctions de nouveau ?

R - Demain, je crois qu'il y a deux objectifs à avoir en tête, et c'est ce que la France essaiera de faire pour sa part, d'abord garder la cohésion du groupe de contact.

Q - Qui est menacée... On va être clair, il y a des divergences ?

R - Ecoutez, elle a fonctionné jusqu'à présent, j'ai eu au téléphone des collègues pendant la journée d'hier, l'Américain, le Russe, le Britannique, je pense qu'on peut garder cette cohésion, sinon s'il y a éclatement du groupe de contact, alors le pronostic sera très défavorable. Et puis il faut faire preuve de fermeté. Lorsque le 5 juillet, nous avons proposé ce plan de paix, nous avons prévenu que s'il était refusé par l'une des parties nous mettrions en œuvre des sanctions, eh bien ! il faut le faire, eh bien ! je vais vous le dire, nous avons un plan tout à fait précis et l'objet de la réunion de demain c'est de le mettre en œuvre. Première étape, il faut faire en sorte que les sanctions contre la Serbie soient mieux respectées qu'elles ne le sont aujourd'hui ; c'est un secret de Polichinelle, on sait qu'il y a des centaines de camions ou de wagons de chemins de fer qui traversent les frontières. Eh bien ! la première chose à faire, c'est de rendre ces frontières étanches et nous proposerons demain de réunir les pays de la région pour vérifier qu'ils sont d'accord pour faire cela, c'est la première étape. La deuxième étape, c'est de faire respecter les zones dites d'exclusion, de façon qu'on ne voit plus ce qu'on vient de voir, c'est-à-dire les tirs de snipers ou les attaques contre la FORPRONU, là la base juridique existe, l'OTAN est prêt à intervenir, ce que nous souhaitons simplement et j'insiste beaucoup sur ce point, parce qu'il tient à cœur à la France, c'est qu'avant de déclencher ces mesures de représailles, dont on va retenir le principe demain, on programme de manière très précise au sens militaire du terme, les mesures de protection voire de retrait de la FORPRONU, on ne peut pas exposer nos soldats naturellement.

Q - Vous avez dit "militaire". Si les Serbes continuent à attaquer les convois de l'ONU, s'ils bloquent toujours Sarajevo, s'ils n'entendent pas au fond les avertissements de cinq grandes puissances, de la communauté internationale, est-ce que vous envisagez de nouvelles frappes aériennes ou de l'OTAN ?

R - Dans le cadre de ce je viens de vous dire, c'est-à-dire les zones d'exclusions, Sarajevo est une zone d'exclusion, les concentrations d'armes lourdes et de troupes y sont interdites, Gorazde, aussi et donc ce que nous allons décider demain je l'espère, c'est de mettre en place la planification nécessaire pour frapper, comme cela a déjà été fait dans le passé d'ailleurs avec efficacité.

Q - Les Russes vous suivraient dans ce cas ?

R - Je pense que dans le cadre de cet exercice, si les conditions sont bien fixées et si les Serbes persévèrent dans un refus que rien n'explique, je pense que les Russes devraient nous suivre. Et puis, on l'a déjà envisagé à plusieurs reprises, si ces deux premiers étages ne fonctionnent pas ou ne suffisent pas, il faut savoir qu'une menace pèse en permanence sur le conflit de la Bosnie, c'est la levée de l'embargo sur la fourniture des armes, qui signifierait en vérité la reprise des hostilités par les Croato-musulmans.

Q - Quand vous dites menaces, cela veut dire que cela peut être envisagé un jour ?

R - Je ne le souhaite pas, parce que...

Q - C'est ce que souhaitent les Américains ?

R - Les conséquences seraient incalculables. Ce serait inévitablement et préalablement le retrait de la FORPRONU et alors là les images de Sarajevo risqueraient d'être beaucoup plus dramatiques encore que celles qu'on vient de voir. Mais je reconnais que si aucune autre solution ne fonctionne, il faudra bien peut-être au bout du chemin, et comme nous l'avons d'ailleurs envisagé nous-mêmes le 5 juillet, en venir à cette solution extrême.

Q - Si cette impasse continue, parce qu'on a l'impression que c'est sans fin, il n'y a pas la tentation du retrait définitif ?

R - Je crois qu'il faut résister à cette tentation parce que, qu'est-ce que cela veut dire le retrait ? Cela veut dire la reprise de la guerre et il faut bien voir que c'est à nos portes, que le risque d'engrenage est considérable et que c'est l'ensemble des Balkans qui pourrait être embrasé. Voilà ce dont il faudrait arriver à persuader les Serbes. Nous avons cru percevoir à Belgrade une meilleure prise de conscience. Alors, j'espère que sur la base de la position très ferme qui sera prise demain à Genève, on va encore réfléchir dans les jours qui viennent, pour éviter le pire.

Rwanda - intervention des Etats-Unis - retrait des troupes françaises après le 22 août - relais avec la MINUAR

Q - A propos du Rwanda, Monsieur le Ministre, Jean-Marc Illouz rapportait tout à l'heure les propos des dirigeants américains, les soldats américains arriveraient incessamment au Rwanda. J'ai le sentiment que cet "incessamment" se fait attendre non ?

R - Quand on vient de voir ces images, on a plutôt envie de rester sans voix et pas envie de polémiquer. Je dirais simplement que la France, il faut le rappeler, puisque maintenant on ne parle plus que de l'arrivée des Américains, la France a montré l'exemple. Souvenez-vous, l'opération "Turquoise" au début a été critiquée, y compris chez nous. Aujourd'hui, tout le monde reconnaît qu'elle a été bénéfique et puis nous avons aussi montré l'exemple en allant dire, il y a déjà plusieurs semaines, au Conseil de sécurité des Nations unies qu'un désastre humanitaire sans précédent se préparait. Si nous avions été entendus un peu plus tôt, peut-être qu'on ne verrait pas ces images-là. Alors aujourd'hui, il faut continuer la mobilisation, je souhaite que les Américains arrivent, les Israéliens sont présents, ils ont un hôpital qui fonctionne très bien, les Britanniques annoncent leur venue. Je voudrais rappeler que la France y est toujours. Parce qu'on attend toujours l'aide des autres, mais nous continuons et dans les heures qui viennent, deux avions chargés de 50 tonnes pour le premier, de 100 tonnes pour le second, avec notamment des matériels permettant d'épurer l'eau, vont arriver sur place.

Q - Est-ce qu'il n'y a pas une contradiction ? La France était seule au début, c'est vrai. Elle a été critiquée, c'est vrai. Aujourd'hui tout le monde loue à la fois sa présence et ses efforts. Pourquoi dans ces conditions partir alors qu'il y a tant de choses à faire là-bas ? Il y a quelque chose qu'on n'arrive pas à comprendre.

R - Vous avez raison de poser la question, parce qu'il faut bien expliquer ce qui se passe. Nous ne partons pas. Ce que nous sommes en train de faire, c'est d'organiser la relève entre notre présence militaire au Rwanda, dans la zone de sécurité, et la présence des Nations unies. Donc nous tenons beaucoup à ce qu'il n'y ait pas de discontinuité. Les 200 hommes environ qui se retirent de la zone de sécurité au Rwanda sont remplacés par des contingents africains équipés par la France. Donc, nous ne laissons pas la place vide et ce que nous souhaitons, c'est que, conformément aux engagements qui ont été pris vis-à-vis de nous, la force des Nations unies, ce qu'on appelle la MINUAR, puisse venir d'ici le mois d'août nous relever. Est-ce à dire que nous allons cesser d'intervenir ? Sûrement pas ; d'abord nous restons à la frontière, nous continuons à faire fonctionner l'aéroport de Goma grâce à l'armée française, et comme le Premier ministre l'a annoncé, nous sommes tout à fait décidés à maintenir cette présence. Simplement au mois d'août, cela ne sera plus "Turquoise". Ce sera une opération humanitaire placée sous la responsabilité du haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies.

Permettez-moi avant de conclure de dire un tout petit mot parce que j'ai vu les images comme vous et je voudrais tirer un coup de chapeau aux bénévoles des organisations humanitaires, aux médecins et puis aussi à nos soldats parce qu'ils font un travail pour lequel ils ne sont pas finalement préparés, et ils le font avec un courage et une abnégation qui forcent l'admiration.